European Commission

Commission européenne - Discours

Discours de la présidente von der Leyen lors de la conférence annuelle « La Rencontre des Entrepreneurs de France 2026 »

Paris, le 27 août 2026

Monsieur le Président du MEDEF, cher Patrick Martin,

Monsieur le Vice-président exécutif, cher Stéphane Séjourné,

Mesdames et Messieurs les Ministres,

Mesdames et Messieurs les Parlementaires,

Mesdames et Messieurs les chefs d'entreprise,

Mesdames et Messieurs,

« La victoire appartient au plus opiniâtre ». Cette phrase de Roland Garros qui surplombe le court central qui nous accueille, c'est l'esprit des entrepreneurs. Et cette persévérance, il vous en faut encore davantage dans un monde qui a perdu ses certitudes. Et dont les règles du jeu ont changé. Pendant longtemps, le modèle économique européen s'est appuyé sur quelques évidences. Une énergie importée et bon marché. Un commerce mondial ouvert. Un accès croissant au marché chinois. Une protection américaine stratégique. Et une avance technologique occidentale. Ces évidences ont disparu. Ce qui a aussi changé, c'est qu'il est devenu plus coûteux de transformer nos atouts en investissements, en production et en croissance. Parce que vos entreprises font face à plusieurs chocs en même temps. Une énergie plus chère. La fragmentation du Marché unique. La complexité de certaines règles. Et une concurrence qui n'est pas toujours loyale. Et c'est pourquoi, à court terme, il faut vous redonner des marges pour investir. Et à plus long terme, faire de l'innovation, de la productivité et du changement d'échelle les moteurs durables de la croissance européenne.

Mario Draghi a tracé la voie. Dans son sillage, notre ambition est claire : faire de l'Europe un continent qui produit, investit et protège. Pour replacer la capacité industrielle au cœur de notre action. Pour créer les débouchés dont les entreprises ont besoin pour investir. Et pour faire de l'ouverture un choix de puissance, fondé sur la réciprocité, l'équité et la protection de nos intérêts. La France a largement contribué à cette évolution. Sur notre besoin d'indépendance. Sur la politique industrielle. Sur le nucléaire. Sur l'électrification. Sur l'intelligence artificielle. Tout cela est la contribution de la France. L'Europe donne aujourd'hui à ces choix, l'échelle dont ils ont besoin. Car aucune de ces batailles ne peut être gagnée par un pays seul. Et c'est pourquoi nous devons agir, comme Européens, sur l'ensemble des leviers qui décident aujourd'hui de notre compétitivité.

Mesdames et Messieurs,

Le premier chantier est celui des règles et des conditions de concurrence. Les entreprises européennes ne doivent pas payer deux fois : une première fois à cause de règles trop complexes ; et une seconde fois à cause d'une concurrence qui ne supporte pas les mêmes coûts. Nous devons donc simplifier et rétablir des conditions de concurrence équitables. Notre objectif est de réduire les charges administratives de 25 % pour l'ensemble des entreprises et de 35 % pour les PME d'ici à 2029. Les douze paquets Omnibus représentent environ 17 milliards d'euros d'économies par an. Six paquets ont déjà fait l'objet d'un accord. Ils représentent 6 milliards d'euros d'économies. Mais les autres doivent suivre rapidement maintenant. Nous allons aussi passer en revue l'ensemble de l'acquis européen. Supprimer les doublons. Réduire les obligations de déclaration. Accélérer les autorisations. Concevoir des règles plus simples dès le départ. Et cet effort n'aura de sens que si les États membres s'engagent résolument contre la surtransposition nationale. Le fameux « gold-plating ». On ne réussira que si on travaille tous ensemble à tous les niveaux.

Mais cette exigence de simplicité doit aller de pair avec une exigence d'équité face à la concurrence

étrangère. C'est particulièrement vrai dans notre relation avec la Chine. La Chine est un partenaire économique majeur. Et notre ligne est claire et constante : réduire les risques, pas rompre les liens. Mais être partenaire ne signifie pas accepter des déséquilibres permanents. Les entreprises chinoises peuvent recevoir jusqu'à huit fois plus de subventions que les entreprises comparables dans les pays de l'OCDE. Les importations européennes en provenance de Chine ont progressé de 45 % en cinq ans, pendant que nos exportations vers la Chine diminuent. Notre déficit commercial avec la Chine atteint désormais près d'un milliard d'euros par jour. Et il a encore progressé de 10 % au début de cette année. Et cette année et pour la première fois, tous les États membres sont en déficit. Certaines estimations indiquent que plus de la moitié de la production industrielle européenne est désormais exposée à la concurrence chinoise. Et ce n'est pas seulement une question de prix. La Chine contrôle des maillons essentiels de nos chaînes d'approvisionnement. Notre dépendance dépasse 80 % pour de nombreuses matières premières critiques, et 90 % pour certaines terres rares. Nous avons vu que ces dépendances pouvaient être utilisées comme un moyen de pression. Nous devons donc faire respecter des conditions équitables. Le dialogue avec la Chine reste nécessaire. Mais il doit produire des résultats. Et lorsque le dialogue ne suffit pas, nous devons être prêts à utiliser pleinement nos instruments. Rien que l'an dernier, nous avons ouvert plus de 30 nouvelles enquêtes de défense commerciale. C'est presque trois fois plus que la moyenne historique. Les mesures que nous avons déjà prises protègent plus de 600 mille emplois européens. Et nous accélérons significativement les enquêtes.

Nous devons également défendre les capacités dont dépend notre sécurité économique : les matières premières critiques, les batteries, les semi-conducteurs, le cloud, les données et les technologies sensibles. Notre marché reste ouvert. Mais l'ouverture suppose la sécurité, l'équité et la réciprocité, Mesdames et Messieurs.

Le deuxième chantier est celui du financement de nos économies. L'Europe ne manque ni de technologies ni d'épargne. Ce qui lui manque encore, c'est la capacité à faire grandir ses entreprises. Trop de projets restent bloqués parce que le premier investissement est trop risqué, la demande trop incertaine ou le capital trop cher. Nos entreprises savent naître en Europe. Mais elles doivent aussi pouvoir y grandir. Trop souvent, elles vont chercher ailleurs les financements qui leur manquent. Elles déplacent leur centre de gravité. Ou elles sont rachetées. Bien sûr, nous ne financerons pas cet effort seulement avec les budgets publics. Mais l'Europe a de l'épargne. Malheureusement, cette épargne est paresseuse. 10 mille milliards d'euros d'épargne des ménages restent aujourd'hui sur des dépôts bancaires. Et une importante partie de l'épargne européenne est investie hors de notre continent. L'Europe doit maintenant la mettre au service de ses entreprises. C'est cela le but de « l'Union de l'épargne et des investissements ». Nous avons mis les propositions sur la table : sur la titrisation, sur les investissements des banques et des assurances, sur l'intégration de nos marchés et de leur supervision. Ensemble, elles peuvent libérer jusqu'à 470 milliards d'euros d'investissements supplémentaires. Il faut maintenant trouver un accord avant la fin de l'année. À 27 États membres, de préférence. Mais si cela ne marche pas, avec ceux qui sont prêts, si nécessaire, on va faire cela.

Mesdames et Messieurs,

Le budget européen doit lui aussi changer d'échelle. Le prochain budget sera le bras financier de notre indépendance. Avec plus de 450 milliards d'euros du `Fonds européen pour la compétitivité' et du programme Horizon Europe, nous soutiendrons toute la chaîne. De la recherche à l'innovation. Du laboratoire à l'entreprise. Du premier prototype à la production industrielle. L'Europe ne peut pas afficher de nouvelles ambitions sans se donner les moyens de les financer.

Le troisième chantier est celui du Marché unique. Il constitue notre premier atout économique. Mais il reste inachevé dans les services, l'énergie, les télécommunications, la finance et le numérique. les obstacles internes peuvent représenter l'équivalent de droits de douane allant jusqu'à 45 % pour les biens et 110 % pour les services. Ce sont des niveaux que nous n'accepterions jamais de la part d'un partenaire commercial. Pourtant, nous les tolérons encore entre Européens. Nous devons donc achever le travail engagé il y a plus de 30 ans. Et je veux insister sur un projet en particulier : C'est le 28e régime et son EU Inc. Aujourd'hui, un entrepreneur européen doit composer avec 27 systèmes juridiques et plus de 60 formes de sociétés. Avec EU Inc., une entreprise pourra être créée en 48 heures. Pour moins de 100 euros. Entièrement en ligne. Sans capital minimum. Et selon un cadre unique, valable dans toute l'Union. Et voilà – 30 ans après Jacques Delors, c'est ainsi que nous tiendrons la promesse du Marché unique, Mesdames et Messieurs.

Notre politique de concurrence doit, elle aussi, changer d'échelle. Pour la première fois depuis plus de

20 ans, nous revoyons en profondeur nos règles sur les concentrations. Pour mieux prendre en compte l'investissement, l'innovation, la résilience et la concurrence mondiale. Et pour permettre à nos entreprises de grandir en Europe et devenir des leaders mondiaux. Mais pour changer d'échelle, des règles adaptées ne suffisent pas. Nos entreprises ont aussi besoin de marchés et de prévisibilité. C'est tout l'objectif de « l'Acte pour l'accélération industrielle ». Une préférence européenne. Des autorisations plus rapides pour les projets industriels. Des marchés pilotes pour l'acier, le ciment, l'aluminium, les véhicules, les batteries et les technologies propres. Et une utilisation plus stratégique de la commande publique et des aides publiques. Et, cher Stéphane, cet Acte porte aussi ta marque : une Europe qui investit davantage, mais qui produit aussi davantage chez elle. C'est cela ce qui nous faut, Mesdames et Messieurs. Car lorsque l'argent public est engagé, il doit servir nos priorités : la production bas-carbone, la résilience de nos chaînes de valeur et celle de l'industrie européenne. C'est donner à nos entreprises la confiance nécessaire pour investir en Europe. L'industrie investit lorsqu'elle voit un marché. Alors c'est à nous de lui donner cette visibilité.

Enfin, le Marché unique doit aussi devenir un véritable marché des compétences. Près de deux PME sur trois déclarent ne pas trouver les compétences dont elles ont besoin. Nous devons investir davantage dans la formation et la reconversion. Mieux reconnaître les qualifications. Faciliter une mobilité du travail équilibrée et juste. C'est pourquoi à l'automne, nous présenterons un paquet sur la mobilité équitable du travail. Il renforcera « l'Autorité européenne du travail ». Il proposera un passeport européen de sécurité sociale. Et il facilitera la reconnaissance des compétences et des qualifications dans toute l'Union.

Le quatrième chantier est celui de l'énergie. C'est aujourd'hui le premier frein à notre compétitivité et à notre indépendance. Les prix européens demeurent deux à trois fois plus élevés qu'aux États-Unis et en Chine. Et plus de la moitié de l'énergie que nous consommons dépend encore des énergies fossiles importées. C'est une dépendance coûteuse. Depuis le début de la crise au Moyen-Orient, cette dépendance nous a déjà coûté plus de 50 milliards d'euros supplémentaires. Sans recevoir une seule molécule d'énergie en plus. Donc, nous devons produire notre propre énergie bas-carbone en Europe. Grâce aux énergies renouvelables et grâce à l'énergie nucléaire, plus de 70 % de notre électricité est déjà produite à partir de sources bas-carbone en Europe. Mais l'électricité ne représente encore qu'un quart de notre consommation finale d'énergie. Nous devons donc électrifier plus rapidement l'industrie, les transports et les bâtiments. C'est tout l'objectif du « plan d'action pour l'électrification » que nous venons d'adopter. Car électrifier notre économie, c'est réduire nos importations fossiles et renforcer notre indépendance.

Mais nous ne pouvons pas demander à nos entreprises de passer à l'électricité lorsque celle-ci leur coûte, en moyenne, près de trois fois plus cher que le gaz. Nous devons donc faire baisser la facture, ligne après ligne. D'abord, avec davantage de contrats de long terme. Pour protéger les entreprises contre la volatilité. Et leur garantir un prix stable dans la durée. Ensuite, nous devons développer les réseaux. L'an dernier, l'Union a installé plus de 80 gigawatts de capacités renouvelables. Mais une capacité six fois supérieure attend encore d'être raccordée. Et 10 térawattheures d'électricité renouvelable ont été perdus faute de réseaux ou de stockage. C'est l'équivalent de la consommation annuelle de trois millions de foyers. Cela ne va pas. Nous devons donc : investir plus vite. Accélérer les raccordements. Développer le stockage. Et mieux utiliser les infrastructures existantes. Il y a beaucoup de travail devant nous mais nous allons le faire. Parce que c'est tellement urgent de faire cela.

Enfin, sur la fiscalité, la règle devrait être simple : l'électricité ne devrait pas être plus taxée que le gaz. Et pour l'industrie, la prévisibilité compte autant que le prix. C'est pourquoi nous avons proposé de moderniser le marché carbone européen. Notre objectif reste le même : la neutralité carbone d'ici à 2050. Mais nous donnons à l'industrie les moyens de l'atteindre. Nous proposons de maintenir les quotas gratuits après 2030 pour les entreprises qui investissent ici dans la décarbonation. Et d'alléger leur facture de près de 10 milliards d'euros d'ici à 2030. Et surtout, nous accélérons. Dès 2027, un nouvel accélérateur d'investissement pourra mobiliser 30 milliards d'euros pour les projets prêt à démarrer. Et avec la Banque de décarbonation industrielle, plus de 100 milliards d'euros pourront être mobilisés avant 2030. Notre ligne est simple : un signal carbone prévisible ; une meilleure protection contre les fuites de carbone ; plus de soutien pour ceux qui investissent et le temps nécessaire pour transformer notre industrie. Nous ne choisissons pas entre le climat et l'industrie. Nous faisons de la transition le moteur d'une industrie européenne plus forte. Une industrie qui invente ici, produit ici, et conquiert les marchés de demain. C'est ce qu'il nous faut ici, Mesdames et Messieurs.

Le cinquième chantier est celui de l'intelligence artificielle. L'intelligence artificielle est une bataille économique et technologique. Et c'est l'un des plus puissants leviers de productivité dont nous disposons. Notre stratégie tient en deux mots : produire et diffuser. Produire, d'abord. L'Europe doit maîtriser les capacités essentielles : la puissance de calcul, les semi-conducteurs, le cloud, les données, l'énergie et les modèles de pointe. C'est pourquoi nous mobilisons 20 milliards d'euros pour les gigafabriques d'intelligence artificielle. Le premier appel a suscité 77 propositions dans 16 États membres, sur 60 sites. Quelle réponse impressionnante ! Et nous avons lancé le deuxième appel cet été. Et avec le Cloud and AI Development Act et le Chips Act 2, nous renforçons toute la chaîne, des composants aux modèles. Car l'Europe ne peut pas dépendre d'autres puissances pour les technologies qui feront tourner ses usines, ses infrastructures et ses services. Mais la puissance de calcul ne suffit pas. Elle doit devenir de la productivité. Nous devons donc diffuser l'intelligence artificielle dans toute l'économie. Dans nos usines. Nos laboratoires. Nos hôpitaux. Nos réseaux énergétiques. Nos transports. Et nos services publics. Nos entreprises adoptent déjà l'intelligence artificielle à un rythme comparable à celui de leurs concurrentes américaines. Il faut maintenant la déployer, à grande échelle. L'Europe a l'industrie. Elle a les chercheurs. Elle a les données. Elle doit maintenant en faire un avantage économique.

Le sixième chantier est celui du commerce. Dans un monde plus fragmenté, l'ouverture est un instrument de puissance. Nos accords commerciaux ouvrent des marchés à nos entreprises. Ils diversifient nos approvisionnements. Ils sécurisent les matières premières et les composants dont nous avons besoin. Et ils donnent des alternatives lorsque certains partenaires deviennent moins prévisibles. C'est cela, la sécurité économique : ne jamais dépendre d'un seul. Car une Europe indépendante n'est pas une Europe isolée. C'est une Europe qui a le choix. Le CETA, notre accord commercial avec le Canada, en apporte la preuve. Depuis 2017, les exportations françaises de biens vers le Canada ont progressé de 45 %. Celles de services ont plus que doublé. Voici ce que sont nos accords commerciaux. Plus de débouchés pour nos entreprises. Des chaînes de valeur plus solides. Et davantage de liberté d'action pour l'Europe.

Mesdames et Messieurs,

Nous connaissons nos défis. Mais au moment d'agir, n'oublions jamais d'où nous partons. Un marché de 450 millions de consommateurs. Des entreprises de rang mondial. Une main-d'œuvre hautement qualifiée. Une recherche qui représente encore 20% des dépenses mondiales de recherche et développement. Une épargne abondante. Et à cela s'ajoute une force devenue plus rare. L'État de droit. La prévisibilité. Des démocraties solides. La liberté de la recherche. La liberté de créer, de contester et d'innover. C'est cela notre identité. Et c'est cela notre force. Pour la mettre pleinement en mouvement, il faudra de l'opiniâtreté. La vôtre. Et la nôtre.

Vive l'Europe. Je vous remercie.

SPEECH/26/1765

Personnes de contact pour la presse:

Paula PINHO (+32 2 29 20815)
Arianna PODESTA (+32 2 298 70 24)
Olof GILL (+32 2 29 65966)

Renseignements au public: Europe Direct par téléphone au 00 800 67 89 10 11 ou par courriel

Autres m&#65533;dias

European Commission President Ursula von der LEYEN in Paris, France for the La REF 2026 - MEDEF